

Audit du fichier électoral

P.9

Wilfried Houngbédji réaffirme la position de Talon

La Guérite

2.000 F

Hadj 2025

P.5

La liste des sociétés agréées dévoilée

"Quotidien béninois d'information, d'analyse, d'investigation et de publicité" La Guérite N°1057 du lundi 02 Décembre 2024
Autorisation N°1048/MISP/DC/SG/DAI/SCC DU 06 Mai 2008 11ième année. Tél.: (00229) 97-26-26-71

Informez plus et autrement

Amélioration des conditions de vie des albinos au Bénin P.3

Alimatou Badarou plaide pour une action audacieuse

Remobilisation des militants de Porto-Novo P.4

Le parti «LD» outille ses coordonnateurs d'arrondissement

Fusillade à Azovè P.9

Un jeune maçon grièvement blessé lors d'une opération douanière



OKOTÓ

De l'Escargot colimaçon frit, bien emballé

Chez nous,

C'EST DU PRÊT À EMPORTER

Tél : +229 40484884



Retrouvez nos articles sur www.gueritetvmonde.bj

LA GUERITE

"Quotidien béninois d'information, d'analyse, d'investigation et de publicité"

Informez plus et autrement

Directeur Général

Jean Eudes DAKIN
Tél/WhatsApp : 97819137

Directeur de Publication

Chamss-Deen BADAROU
Tél/WhatsApp : 00229 97262671

Rédaction

Latifath KOWENOU
Faosiya SEFOU
Amanda E. DACKY

Secrétaire de rédaction par intérim

Anselme ORICHA

Graphiste

S - Design



Tél/WhatsApp : 00229 91 19 10 10



Amélioration des conditions de vie des albinos au Bénin

Alimatou Badarou plaide pour une action audacieuse

Faosiya SEFOU

Sensible à la discrimination dont souffrent les personnes atteintes d'albinisme, Alimatou Badarou, représentante de la Fondation Pauline Albinos et présidente de l'Organisation des Femmes du Bénin, a plaidé pour l'adoption d'une loi visant à protéger les albinos.

Invitée de l'émission matinale Actu Matin sur la chaîne Canal 3, ce lundi 25 novembre 2024, Alimatou Badarou a profité de cette tribune pour souligner l'urgence d'agir en faveur des personnes atteintes d'albinisme. Elle a mis en lumière les défis auxquels ces individus sont confrontés, appelant à l'adoption d'une loi contre les discriminations et à la mise en place d'une prise en charge globale, tant sociale que médicale.

Prenant exemple sur la Guinée, seul pays africain à avoir voté une telle législation, Alimatou Badarou a exhorté les autorités béninoises à suivre cette voie. « Notre souhait, c'est que le Bénin puisse

adopter des lois pour les protéger, pour qu'on ne les considère plus comme des fétiches, qu'on ne les isole plus, et que les familles ne les rejettent pas systématiquement », a-t-elle martelé.

Au-delà de cet appel aux décideurs politiques, Alimatou Badarou a également sollicité le soutien de la société civile et des bienfaiteurs. Elle a insisté sur la nécessité de fournir aux albinos des produits essentiels tels que des crèmes solaires et des lunettes adaptées, indispensables à leur santé. « Même les médecins, les ophtalmologues, s'ils ont des verres fumés, ou des bonnes âmes prêtes à aider ces personnes vulnérables, nous les invitons à nous soutenir », a-t-elle lancé.

Tout en reconnaissant les efforts du gouvernement de Patrice Talon pour intégrer les couches défavorisées dans les politiques de développement, elle s'est interrogée : « Comment se fait-il que ces personnes nous échappent encore ? »



Ce plaidoyer vibrant est une invitation à une prise de conscience collective et à des actions concrètes. Avec la mo-

bilisation de tous les acteurs, Alimatou Badarou espère que le Bénin pourra devenir un modèle en Afrique pour

la protection et l'intégration des personnes atteintes d'albinisme.



BOHICON

GUÉRITE TV MONDE




 | 00229 91 19 1010



Remobilisation des militants de Porto-Novo

Le parti «LD» outille ses coordonnateurs d'arrondissement

 Mathieu K. BOKO

Le parti Les Démocrates se prépare activement pour les prochaines élections générales. Après l'installation des cellules de base, c'est désormais au tour des Coordonnateurs d'Arrondissement (CA) de Porto-Novo d'être officiellement installés. La cérémonie s'est tenue ce samedi 30 novembre 2024. Au total, 11 coordonnateurs ont été nommés et ont également bénéficié d'une journée de formation. L'objectif : les préparer efficacement à accomplir leurs missions en vue des échéances électorales de 2026.

Ces 11 responsables ont pris part à une journée dédiée à la formation et à la validation des coordonnateurs d'arrondissement, une initiative portée par le parti Les Démocrates. Le thème retenu pour l'occasion était



: « Le militantisme politique à la base ». Cette formation visait à renforcer les compétences des coordonnateurs

afin qu'ils puissent jouer pleinement leur rôle dans

l'organisation et le déroulement des prochaines élections générales.



En s'adressant à l'ensemble des participants, Dr Bonaventure Agboton a souligné l'importance de leur rôle. Il a rappelé que ces coordonnateurs sont les yeux, les oreilles et les bras du parti dans leurs différents arrondissements. Leur mission est essentielle pour garantir le succès du parti lors des scrutins de 2026.

Les premiers responsables du parti leur ont également fait part des obligations qu'ils devront respecter vis-à-vis des représentants des candidats en lice. Cette responsabilité lourde et déterminante nécessite un engagement sans faille de leur part pour consolider la présence et l'efficacité du parti à la base.



Hadj 2025

La liste des sociétés agréées dévoilée

Anselme ORICHA

Les préparatifs pour le Hadj 2025 s'intensifient avec l'annonce des 41 sociétés agréées pour fournir des services d'assistance aux pèlerins béninois. Cette liste a été rendue publique le jeudi 28 novembre 2024, à travers un communiqué signé par l'ambassadrice Nissiba Inès Kérékou, sous l'égide du ministère des Affaires étrangères, président du Comité d'Orientation et de Supervision du Hadj.

Les citoyens musulmans béninois désireux de participer au Hadj 2025 sont vivement encouragés à se rapprocher, dès l'ouverture des inscriptions, de la société agréée de leur choix. Cette démarche



leur permettra d'accomplir les formalités nécessaires dans les délais impartis, garantissant ainsi un voyage sans complications.

Le Bénin bénéficiera cette année d'un quota de 2 300 pèlerins. Les détails relatifs aux frais de participation seront communiqués ultérieurement, précise le communiqué.

Les responsables des sociétés agréées sont invités à prendre toutes les dispositions nécessaires pour mobiliser les pèlerins. Ils devront également s'assurer que l'intégralité des frais de participation soit payée avant la date de clôture des inscriptions, fixée au 14 février 2025, sur la plateforme officielle ehadj.aglo.

Cette organisation rigoureuse vise à garantir le bon déroulement du pèlerinage et à assurer à chaque participant une expérience spirituelle inoubliable.

Première édition de la Coupe UFOA-B U17

Les adversaires des Amazones connus

Latifath KOWENOU

Le tirage au sort de la première édition de la Coupe UFOA-B U17 féminine s'est tenu le vendredi 29 novembre 2024, révélant la composition des deux groupes de trois équipes chacun. Le Bénin, logé dans le groupe A, devra affronter le pays hôte, le Ghana, ainsi que le Burkina

Faso. Le groupe B est composé du Nigéria, du Niger et de la Côte d'Ivoire.

Ce tournoi se déroulera du 12 au 26 décembre 2024 à Accra, la capitale du Ghana. Les Amazones U17 du Bénin auront donc un défi de taille face à des adversaires de haut niveau dans cette compétition régionale.



Bavures policières

Le gouvernement invite les parents à dénoncer les actes de déviance des agents de police

Latifath KOWENOU

Nous sommes dans un État de droit. Si des familles ont été endeuillées à cause de bavures ou d'inconduites d'agents de police, les structures compétentes doivent être saisies », a déclaré Wilfried Léandre Houngbédji lors de l'émission Focus, diffusée ce dimanche 1er décembre 2024 sur la Télévision nationale. Cette déclaration fait suite au décès du jeune Fayçal OOUROU, tué à Parakou lors d'un contrôle policier. Le secrétaire général adjoint du gouvernement a indiqué que si d'autres familles ont vécu des situations similaires dans des circonstances répréhensibles, elles ont le droit de saisir la justice.



Il a précisé que, dans le cas du jeune Fayçal Ouorou, des sanctions administratives ont

déjà été prises et qu'une procédure judiciaire est en cours pour situer les responsabi-

tés à tous les niveaux.

Le porte-parole a également

rappelé que les bavures policières, bien que rares, peuvent survenir aussi bien

en Afrique qu'en Occident. Par ailleurs, il a fermement condamné les agissements contraires aux règles, attribuant ces bavures à « certaines brebis galeuses » au sein des forces de l'ordre. « Il ne faudrait pas que les déviances de quelques-uns ternissent la réputation de l'ensemble du corps armé. C'est pour cela que le ministre a pris position afin de rappeler aux agents l'importance d'exercer leurs missions avec professionnalisme et en respectant les droits des citoyens », a-t-il ajouté.

Wilfried Léandre Houngbédji a saisi l'occasion pour présenter ses condoléances aux parents de Fayçal Ouorou, saluant la mémoire du jeune homme. « Je voudrais m'associer à la douleur de ses parents, une douleur que j'imagine immense », a-t-il conclu.

Coopération bénino-française

Patrice TALON en visite en France

Faosiya SEFOU

Depuis le vendredi 29 novembre 2024, le Président Patrice Talon est en déplacement hors du territoire national pour quelques jours. Le Chef de l'État béninois séjourne actuellement en France, d'après une information publiée par Bip

Radio ce dimanche. Selon le média, le Président de la République «y restera une bonne semaine».

Il convient de noter que son vol a décollé de Cotonou en compagnie d'une délégation. Les heures à venir permettront d'en savoir davantage sur les véritables motivations de ce déplacement.



Bénin

Cinq membres nommés au sein de la Cntif

Anselme ORICHA

Le 6 novembre 2024, un décret a été signé au Bénin portant nomination de cinq nouveaux membres au sein de la Cel-

lule nationale de traitement des informations financières (Cntif). Ce décret, co-signé par le ministre d'État chargé de l'Économie et des Finances, Romuald Wadagni, et le président Patrice

Talon, marque une étape importante dans le renforcement des mécanismes de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

La Cntif, organe stratégique, a pour mission principale d'assurer la collecte, l'analyse et la transmission des informations financières pertinentes. Les nouveaux membres au-

ront ainsi la responsabilité d'améliorer la détection et la prévention des flux financiers illicites au Bénin. Lisez ci-dessous un extrait dudit décret...

AECKWCG
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN
Fraternité-Justice-Travail
PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE

DÉCRET N° 2024- 1316 DU 06 NOVEMBRE 2024

portant nomination de membres au sein de la Cellule nationale de traitement des informations financières.

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
CHEF DE L'ÉTAT,
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu** la loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin, telle que modifiée par la loi n° 2019-40 du 07 novembre 2019 ;
- vu** la loi n° 2018-17 du 25 juillet 2018 relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme en République du Bénin, telle que modifiée par la loi n° 2020-25 du 02 septembre 2020 ;
- vu** la décision portant proclamation, le 21 avril 2021 par la Cour constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 11 avril 2021 ;
- vu** le décret n° 2024-892 du 11 avril 2024 portant composition du Gouvernement ;
- vu** le décret n° 2021-401 du 28 juillet 2021 fixant la structure-type des ministères, tel que modifié par le décret n° 2022-476 du 03 août 2022 ;
- vu** le décret n° 2022-352 du 22 juin 2022 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Cellule nationale de Traitement des Informations financières ;
- vu** le décret n° 2023-357 du 12 juillet 2023 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Économie et des Finances ;
- sur** proposition du Ministre de l'Économie et des Finances,
- le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 06 novembre 2024,

DÉCRÈTE

Article premier

Sont nommées membres de la Cellule nationale de traitement des informations financières pour compter du 11 mars 2024, les personnes dont les noms suivent :

- Magistrat
monsieur **Norbert KIMPLY AGASSOUNON**

- Inspecteur des Douanes, chargé d'enquêtes
monsieur **Anatole SOSSA**
- Officier de police judiciaire, chargé d'enquêtes
monsieur **A. Lambert Constant NOUDGBESSI**.
- Hauts fonctionnaires ayant des connaissances et compétences en matière de LBC/FT/FB
monsieur **Comlan Mahoulé AKONDE**
monsieur **Jerry Agbéchi DENOUE**.

Article 2

Le Ministre de l'Économie et des Finances est chargé de l'application du présent décret.

Article 3

Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires. Il sera publié au Journal officiel.

Fait à Cotonou, le 06 novembre 2024

Par le Président de la République,
Chef de l'État, Chef du Gouvernement,



Patrice TALON

Le Ministre de l'Économie
et des Finances,



Romuald WADAGNI
Ministre d'Etat

AMPLIATIONS : PR 6 ; AN 4 ; CS 2 ; C.COM 2 ; CES 2 ; CC 2 ; HAAC 2 ; HCJ 2 ; MEF 2 ; AUTRES MINISTERES 20 ; SGG 4 ; INTERESSES 5 ; JORB 1.



Après une partie de jambe en l'air

Un enseignant perd la vie à Klouékanmey

 Mathieu BOKO

Un enseignant a tragiquement perdu la vie à Klouékanmey, dans le département du Couffo, dans la nuit du mercredi 27 au jeudi 28 novembre 2024, à la suite d'une partie de jambe en l'air.

La victime, un Aspirant au Métier d'Enseignant (AME), était en poste à l'École Primaire Publique (EPP) de Kédji, selon les sources. Dans la nuit précédant son décès, l'enseignant aurait passé du temps dans une auberge en compagnie d'une femme. Après leurs ébats, il a été retrouvé inconscient dans l'une des chambres de l'établissement au petit matin du



jeudi 28 novembre.

Transporté d'urgence à l'hôpital pour recevoir des soins, il a malheureusement succombé peu de temps après.


Il s'avère que la femme avec qui il avait passé la nuit serait une femme mariée, supposée être porteuse d'un lourd «fardeau spirituel».

Interrogée, la direction de l'auberge affirme ignorer le moment exact où la compagne, dont l'identité reste inconnue, aurait quitté la chambre, abandonnant l'homme à son sort. Cette situation soulève de nombreuses questions : qui pourrait être responsable de la mort de cet enseignant ?

Selon les dernières informations, une enquête a été ouverte pour identifier et retrouver la femme en question, potentiellement impliquée dans ce drame.

Inauguration de l'usine de transformation de tomates au Burkina Faso

Un projet porté par le peuple burkinabé

 A. O.

Le président du Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, a procédé ce samedi à l'inauguration de l'usine de transformation de tomates à Bobo-Dioulasso, une infrastructure majeure financée à hauteur de plus de 7,5 milliards de FCFA grâce à l'actionnariat populaire. Cette réalisation marque une étape importante dans la stratégie de mobilisation des ressources endogènes pour le développement du Burkina Faso.

Lors de la cérémonie d'ouverture, le capitaine Ibrahim Traoré a exprimé sa gratitude envers les Burkinabè pour leur engagement massif. « Aujourd'hui, c'est un grand jour. C'est l'occasion pour moi de dire merci au peuple qui a compris notre mission et qui a souscrit massivement, et d'appeler ceux qui étaient sceptiques à s'inscrire massivement (à l'actionnariat populaire) », a-t-il déclaré avec enthousiasme.

Cette usine, pilotée par l'Agence pour la promotion de l'actionnariat populaire (APEC), est une réponse

concrète aux défis économiques et sociaux du pays. « La confiance des populations burkinabè dans les projets de l'APEC témoigne d'une volonté collective de bâtir une économie résiliente et inclusive », a ajouté le président.

Des chiffres prometteurs

Avec une capacité de transformation de 100 tonnes de tomates par jour et une production de 800 kg de produits finis par heure, l'usine est un levier pour le développement économique local. Selon Karim Traoré, directeur général de l'APEC, cette

infrastructure créera à terme 187 emplois directs et 10 000 emplois indirects. Elle générera également un chiffre d'affaires annuel moyen de 8 milliards de FCFA sur les cinq premières années.

Le dossier de presse précise que bien que l'usine soit fonctionnelle, une somme supplémentaire de 8 milliards de FCFA sera nécessaire pour sa pleine opérationnalisation.

Un modèle à reproduire

Faisant preuve d'ambition, le capitaine Ibrahim Traoré a annoncé l'ouverture prochaine

d'une usine similaire à Yako, dans le Nord, et une autre à Tenkodogo, dans le Centre-Est. Ces projets s'inscrivent dans une vision globale visant à étendre le modèle de l'actionnariat populaire à d'autres secteurs clés.

L'inauguration de l'usine de Bobo-Dioulasso est une preuve tangible que le Burkina Faso peut mobiliser ses propres ressources pour financer son développement. En plaçant le peuple au centre des projets, le capitaine Traoré et l'APEC dessinent les contours d'un avenir prometteur pour le pays.

Fusillade à Azovè

Un jeune maçon grièvement blessé lors d'une opération douanière



Anselme ORICHA

Le samedi 30 novembre 2024, une scène dramatique s'est déroulée au premier carrefour d'Azovè, dans la commune d'Aplahoué. Une intervention impliquant un véhicule banalisé de la douane béninoise et une voiture immatriculée au Togo a tourné au drame. Ernest, un jeune maçon de 24 ans, père d'un nourrisson, a été grièvement blessé par balle.

Selon les témoignages recueillis, tout a commencé lorsque des agents de la douane, à bord d'un véhicule banalisé, ont tenté d'intercepter une voiture privée. Face à l'absence de signes distinctifs sur le véhicule des douaniers, le conducteur, pensant à une tentative d'agression criminelle, a refusé de s'arrêter et a poursuivi sa route en quête d'un endroit sûr.

Cependant, la situation a dé-

général. Des tirs provenant d'une arme de type AKM ont atteint la voiture, blessant gravement Ernest, passager à bord. D'après le conducteur et frère de la victime, «aucun élément n'indiquait que le véhicule appartenait à la douane».

Après avoir été évacué d'urgence à l'hôpital de zone d'Aplahoué, Ernest a été transféré au CHD de Lokossa avant d'être admis au CN-HU-HKM de Cotonou. Aux soins intensifs, il attend une opération délicate pour retirer les balles logées dans ses intestins.

Les frais médicaux, selon la famille, ont été entièrement pris en charge par les agents des douanes, un geste qui a été salué malgré les circonstances tragiques.

Le Colonel Dégila Nestor, Directeur régional des douanes Mono-Couffo, s'est rendu au chevet de la vic-

time, illustrant l'engagement des autorités douanières à suivre de près cette affaire. Toutefois, l'usage présumé abusif de la force dans une opération menée sans identification claire des agents ou de leur véhicule suscite de vives réactions.

Ce tragique incident met en lumière les défis persistants dans les relations entre certaines forces de l'ordre et la population. L'absence de communication et de signes distinctifs dans des interventions sensibles comme celle-ci interpelle. Cet événement soulève des questions sur la formation, les méthodes d'intervention et le respect des droits des citoyens dans le cadre des opérations douanières.

Le cas d'Ernest, jeune maçon victime d'une telle situation, restera un rappel poignant des enjeux liés à l'amélioration des pratiques sécuritaires au Bénin.

Audit du fichier électoral

Wilfried Houngbédji réaffirme la position de Talon

Anselme ORICHA

Lors de sa sortie médiatique traditionnelle ce dimanche 1er décembre 2024, Wilfried Houngbédji, porte-parole du gouvernement, a réaffirmé l'engagement ferme de l'exécutif à soutenir l'audit du fichier électoral, une demande formulée par l'opposition. Cette position reste inchangée malgré les réticences exprimées par certains partis de la mouvance présidentielle, a clarifié le secrétaire général adjoint du gouvernement lors de l'émission «Focus» de la télévision nationale.

L'audit, réclamé par les partis de l'opposition regroupés autour du cadre de concertation dirigé par le parti Les Démocrates, vise à renforcer la transparence du processus électoral à l'approche des élections générales de 2026. Cependant, les deux principaux partis de la majorité présidentielle, l'Union Progressiste le Renouveau (UP-R) et le Bloc Républicain, ont refusé de participer à cette initiative, arguant notamment que cette demande traduit un « manque de confiance » envers les institutions et qu'elle ne respecte pas les textes en vigueur régissant la liste électorale.

Malgré ces divergences,



Wilfried Houngbédji a assuré que le gouvernement reste résolument engagé à accompagner le processus jusqu'à son aboutissement. Il a rappelé que le président Patrice Talon, lors d'une rencontre en novembre 2023 avec une délégation conduite par l'ancien président Boni Yayi, avait accepté le principe de l'audit et laissé à l'opposition la liberté de choisir des experts qualifiés pour sa réalisation.

Le porte-parole a toutefois souligné que les discussions entre partis politiques ne relèvent pas de la compétence du gouvernement. Une fois les préparatifs finalisés par l'opposition, l'État prendra en charge les coûts de l'audit, indépendamment de l'absence de consensus politique, qu'il considère comme non indispensable pour la poursuite du processus.

Révolution en Afrique subsaharienne

La France à l'épreuve de la souveraineté africaine

Anselme ORICHA

La France voit son influence historique en Afrique subsaharienne vaciller face à une vague de révolutions politiques et sociétales. Une nouvelle génération de dirigeants africains, désireuse de rompre avec les vestiges de la tutelle coloniale, remet en question la présence militaire française qui perdure depuis plus de 60 ans. Ce vent de changement est marqué par des décisions audacieuses, telles que le retrait des forces françaises du Mali, du Burkina Faso et du Niger, suivies de déclarations similaires émanant du Sénégal et du Tchad. Ces gestes traduisent une volonté croissante de reconquérir une souveraineté pleine et entière.

Une hégémonie française en déclin

Depuis les indépendances des années 1960, la France a maintenu une forte présence militaire en Afrique, notamment dans ses anciennes colonies francophones. Héritée de l'ère coloniale, cette présence reposait sur des

bases militaires stratégiques, des accords de défense et des interventions régulières, conférant à Paris le rôle de « gendarme de l'Afrique ». Cependant, ce système, souvent qualifié de néocolonial, a suscité de vives critiques, tant en Afrique qu'au sein de l'opinion publique française, en raison de son impact sur la souveraineté des nations concernées et de son alignement sur des intérêts économiques et géopolitiques français.

Aujourd'hui, ce modèle est ébranlé. Des dirigeants africains, comme le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye, annoncent la fermeture des bases militaires françaises. Au Tchad, le gouvernement a mis fin aux accords de défense avec Paris. Ces décisions marquent une rupture historique, synonyme d'un désir de rééquilibrer les relations bilatérales et de réaffirmer l'indépendance de ces États.

Une réorganisation stratégique pour Paris

Malgré ces bouleversements, la France conserve des



points d'appui militaires en Afrique, notamment à Djibouti, où environ 1 500 soldats sont stationnés. Cette base reste essentielle pour surveiller des zones stratégiques comme la mer Rouge et le golfe d'Aden. La Côte d'Ivoire, avec environ 600 militaires français, abrite le poste de commandement des forces françaises en Afrique de l'Ouest, tandis que le Gabon accueille près de 350 soldats. Ces pays incarnent les derniers piliers de la stratégie militaire française sur le continent.

Le retrait des forces françaises du Sahel, surtout avec la fin de l'opération Barkhane en 2022, symbolise toutefois la fin d'une époque. La lutte antiterroriste menée par Paris, bien que cruciale, s'est heurtée à des critiques croissantes et à une perte de soutien local.

Une nouvelle donne géopolitique

Dans ce contexte de désengagement, de nouveaux acteurs comme la Russie, via le groupe Wagner, ou la Chine, par le biais de partenariats

économiques et militaires, consolident leur influence en Afrique. Ces puissances émergentes redéfinissent l'équilibre géopolitique d'un continent autrefois marqué par l'hégémonie française.

Pour la France, l'avenir de sa présence en Afrique repose sur une refonte de sa politique, axée sur des partenariats égaux et le respect des aspirations africaines. La reconquête de sa légitimité dépendra de sa capacité à établir des relations basées sur une coopération mutuelle et non sur des rapports de domination.

L'Afrique subsaharienne traverse une révolution qui rebat les cartes des relations franco-africaines. Alors que des pays clés revendiquent leur autonomie et que de nouveaux acteurs s'imposent, la France se trouve à un tournant décisif. Le défi pour Paris sera de concilier ses intérêts stratégiques avec les aspirations légitimes de souveraineté des nations africaines, sous peine de voir son influence s'effacer durablement du paysage géopolitique africain.

GUERITE TV
MONDE

Guérite TV Monde, le leader des Web TV au Bénin

Contact : 00229 97 26 26 71

Présidentielle 2025 en Côte d'Ivoire

Simone Gbagbo investie par le Mouvement des Générations Capables à 75 ans

Faosiya SEFOU

Simone Ehivet Gbagbo, ancienne Première dame de Côte d'Ivoire, a été désignée candidate à l'élection présidentielle d'octobre 2025 par son parti, le Mouvement des Générations Capables (MGC). L'annonce a été faite ce samedi 30 novembre 2024, lors de la première convention de la formation politique à Moossou, près d'Abidjan, en présence de centaines de sympathisants.

Dans son discours, Simone Gbagbo a exprimé son ambition de bâtir une Côte d'Ivoire nouvelle en mettant en avant plusieurs priorités :

La réconciliation nationale à travers une amnistie ;

La souveraineté alimentaire ;

L'industrialisation du pays ;

L'instauration de services militaire et civique obligatoires.



« J'ai accepté d'être candidate à l'élection présidentielle d'octobre 2025 parce que je crois profondément que chaque Ivoirien, quelle que soit sa condition, est capable, s'il le veut vraiment, de transcender toutes les épreuves pour rêver, créer, bâtir et réussir », a-t-elle déclaré.

Elle a présenté son projet comme une offre audacieuse : « Je veux construire une Côte d'Ivoire totalement transformée, modernisée et prospère, dans une Afrique décomplexée, développée, équipée, incontournable, forte et respectée de tous. »

Simone Gbagbo pourrait se retrouver face à d'autres figures politiques majeures

lors de l'élection. Parmi elles :

Laurent Gbagbo, ex-président et ex-mari de Simone Gbagbo, toujours inéligible en raison d'une condamnation à 20 ans de prison liée à la crise de 2010-2011 ;

Pascal Affi N'Guessan, ancien Premier ministre ;

Jean-Louis Billon, ancien ministre du Commerce.

Le président actuel, Alasane Ouattara, n'a pas encore confirmé s'il briguera un éventuel quatrième mandat.

À 75 ans, Simone Gbagbo reste une figure marquante de la politique ivoirienne. Elle avait joué un rôle clé aux côtés de Laurent Gbagbo durant son mandat présidentiel de 2000 à 2011. Surnommée la « Dame de fer », elle avait été arrêtée avec lui en avril 2011, à l'issue de la crise post-électorale qui avait causé près de 3.000 morts.

En 2015, elle avait été condamnée à 20 ans de prison pour « atteinte à la sûreté de l'État » avant de bénéficier d'une amnistie en 2018, dans un geste de réconciliation nationale. Divorcée de Laurent Gbagbo depuis 2023, Simone Gbagbo poursuit désormais son propre chemin politique et entend porter haut les couleurs du MGC lors de la présidentielle de 2025.

Mali

L'armée neutralise plusieurs cadres du CSP, dont Fahad Ag Almahmoud

Latifath KOWENOU

Dans le cadre de sa lutte contre le terrorisme, l'armée malienne a mené des frappes aériennes ciblées dans la zone de Tinzawatene, près de la frontière algérienne.

Ces opérations ont permis de neutraliser plusieurs éléments du CSP, dont Fahad Ag Almahmoud, une personnalité influente ayant auparavant dirigé le GATIA.

Dans la journée de ce dimanche 1er décembre, l'ac-

tiviste et influenceur Chodi Ag, proche du gouvernement malien, a annoncé sur ses réseaux sociaux la mort de Fahad Ag Almahmoud lors de cette opération. « C'est un jour historique pour le Mali. L'action de notre armée montre que la volonté de res-

taurer la paix et l'intégrité territoriale est bien réelle. Nous devons tous soutenir les FAMA dans cette lutte noble et essentielle », a-t-il déclaré. Cette opération, décrite comme un succès majeur par la presse locale, marque un tournant dans la lutte contre

les groupes rebelles armés au Mali, notamment dans cette zone sensible de Tin Zaouatine, qui avait été le théâtre d'une embuscade meurtrière orchestrée le 27 juillet dernier par les séparatistes, en coordination avec les renseignements ukrainiens.



OKOTÓ

De l'escargot colimaçon frit,
bien emballé



Chez nous,

C'EST DU PRÊT À EMPORTER

Tél : +229 40484884